

CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE  
**NOUS, ON LA DÉFEND !**

# INTERVENTION

Thierry NIER

Paris, le 19 juillet 2018



## RASSEMBLEMENT CMP

Chères et chers camarades,

Chères et chers collègues,

Nous sommes réunis ce jour à l'appel de la seule CGT à l'occasion de la réunion de la Commission mixte paritaire qui doit permettre de relancer la négociation d'une convention collective de la branche ferroviaire que l'on souhaite tous d'un très haut niveau.

Depuis 2013, l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau de la branche sont engagées dans la négociation.

Celle-ci revêt une acuité particulière au regard du contexte dans lequel nous sommes, puisque, comme vous le savez, nous sommes en lutte pour gagner le développement humain matériel et financier d'un système ferroviaire capable de répondre aux intérêts du pays, aux besoins de transport marchandises et voyageurs.

La CGT s'investira dans la négociation pour une CCN de haut niveau, comme elle l'a fait depuis le début de l'ouverture des négociations en 2013. Agir de la sorte, ce n'est pas, comme certains hypocrites voudraient le sous-entendre, un abaissement de nos exigences, mais bien préserver et gagner des droits nouveaux pour tous les cheminots et autres salariés du champ d'application de la CCN. Nous aurons, dans les semaines et mois qui viennent, à toujours faire le lien entre les dispositions de la loi (dont une grande partie reste à écrire, notamment autour d'ordonnances et de décrets d'application), la négociation de la CCN de branche et le pacte d'entreprise. Ces trois piliers sont étroitement liés.

Depuis plusieurs mois, nous menons la bataille du rail. En effet, si, pour certains, le combat a démarré le 22 mars dernier à l'occasion de la très belle manifestation nationale à Paris, pour la CGT, c'est près d'un an auparavant que nous avons lancé, seuls, les hostilités contre les velléités annoncées dans le cadre de la présidentielle 2017 par certains candidats d'alors de démantèlement de la SNCF, du service public ferroviaire et des conditions sociales de vie et de travail des cheminots. La CGT avait alors appelé à des journées de grève à la SNCF, avait lancé un plan d'urgence national et s'était une première fois adressée aux usagers par le biais d'un journal, *La Vraie Info*.



La longue séquence de grève unitaire que nous venons de passer, du 03 avril au 28 juin derniers, dite « 2 sur 5 », a permis l'implication d'une part très importante du corps social de la SNCF et ce tous collègues, tous métiers.

Le travail de contre-propositions réalisé, notamment par la CGT au travers de son rapport « Ensemble pour le Fer », remis au Premier ministre, constitue un appui important vis-à-vis des cheminots, des usagers, voire de la population, puisque nous avons démontré que d'autres solutions sont possibles pour réellement développer le service public SNCF.

Après avoir fait avaler ses promesses dans le cadre de la promulgation de la loi, le Gouvernement va maintenant devoir dire la vérité aux usagers, à la population, aux cheminots, concernant la réalité des impacts de sa mauvaise loi, notamment sur l'avenir des lignes de proximité.

C'est pourquoi la CGT exige l'abrogation de la loi ainsi que la réécriture d'un texte plus conforme pour répondre aux besoins de transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises.

Elle continue d'agir :

- Contre la privatisation et l'éclatement de l'entreprise ;
- Pour une production ferroviaire intégrée ;
- Pour l'avenir des sites ferroviaires ;
- Pour l'emploi, les salaires et les pensions ;
- Pour la relance du Fret.

Le 27 juillet prochain, nous nous donnons rendez-vous dans un premier temps au siège de M&T pour dénoncer l'acharnement de la direction vis-à-vis de militants syndicaux qui pourraient se traduire par la radiation des cadres pour certains.

Ensuite, nous irons au siège de l'entreprise, dire tout le bien que l'on pense du pacte d'entreprise qui a pour objectif de finir le boulot en termes d'éclatement de l'entreprise.

Après avoir tenu le stylo pour écrire le contenu de la loi, la direction veut tirer un trait sur l'outil public qu'est la SNCF. Nous ne laisserons pas faire.